



Activiteitenrapport 2021 van de vzw ISVI
Rapport d'activités 2021 de l'asbl IFSI

IFSI-ISVI asbl-vzw

*Coopération syndicale internationale
Internationale syndicale samenwerking*

Inhoud

| | |
|--|----|
| Editio..... | 3 |
| Het voorbije jaar | 3 |
| Monitoring & Evaluatie..... | 3 |
| Integriteit, een basiswaarde voor het ISVI | 3 |
| Amérique Latine et les Caraïbes | 4 |
| Sud-sud et la coopération trilatérale..... | 4 |
| Colombie..... | 7 |
| Pérou | 9 |
| Afrika | 11 |
| Zuid-zuid en trilaterale samenwerking | 11 |
| Benin..... | 12 |
| Democratische Republiek Congo..... | 13 |
| Ivoorkust..... | 14 |
| Kenia | 15 |
| Rwanda | 17 |
| Indonesië | 19 |
| Belgique | 20 |
| Governance | 22 |
| Team ISVI | 22 |
| Bestuursorgaan..... | 22 |
| Algemene Vergadering | 22 |

Edito

Het voorbije jaar

Nog aan te vullen.

Monitoring & Evaluatie

Nog aan te vullen.

Integriteit, een basiswaarde voor het ISVI

De ethische code van het ISVI, die in 2020 aan alle partners overgemaakt werd, is door de projectbeheerders tijdens de opvolgings- en uitwisselingsmissies van 2021 uitvoerig met hen besproken. Alle partners verklaarden zich akkoord met de inhoud ervan. De code zal integraal deel uitmaken van de partnerschapsovereenkomsten voor het programma 2022-2026. Het contactpunt op de ISVI website (Integrity@ifsi-isvi.be), waar schendingen van de gedragscode kunnen gemeld worden, registreerde ook in 2021 geen meldingen.

De ethische code van het ISVI inspireerde het ABVV om in het kader van zijn voortdurende inzet om een werkomgeving te creëren die vrij is van seksuele intimidatie, seksisme en seksueel geweld, een gedragscode op te nemen in zijn statuten. ISVI zal zich voor de behandeling van eventuele meldingen volledig aansluiten bij de klachtenprocedure en sanctiemaatregelen die in de loop van 2022 door het ABVV zullen uitgewerkt worden.

Amérique Latine et les Caraïbes

Sud-sud et la coopération trilatérale

L'IFSI dans l'Amérique Latine et les Caraïbes: Colombie, Costa Rica, Cuba, République Dominicaine, Equateur, El Salvador, Honduras, Nicaragua et Pérou.

Région Amérique Centrale et du Sud : la situation pénible de la jeunesse travailleuse

Équateur

L'Équateur affiche un taux de pauvreté de 25%, un taux de chômage pour les femmes de 15,7% et de 11,6% chez les hommes selon l'Institut national de statistiques. La pandémie a renforcé encore plus les employeur-ses, qui, pour sauver l'économie, ont demandé au gouvernement d'éliminer tout type de régulation du travail et de protection des travailleurs-es, éliminer les indemnités de licenciement, flexibiliser la journée de travail, payer les heures supplémentaires comme des heures normales, réduire les salaires, etc. La CEDOCUT, la plus grande confédération syndicale et seule affiliée à la CSA dans le pays, se bat contre tous ces défis. Elle fait partie du Front Unitaire des Travailleurs-es (FUT) qui fait front commun dans cette lutte difficile. La FUT se bat aussi pour les droits des Indigènes et fait partir de la Confédération des Nations Indigènes de l'Équateur (CONAIE).

El Salvador

La pandémie a affecté beaucoup El Salvador où le taux de chômage a augmenté surtout chez les jeunes : 13,4% alors que celui de la population économiquement active est de 6,3%. L'OIT indique aussi que le taux pour les moins de 25 ans est très élevé et préoccupant : 40%. Le pays est connu aussi pour violer les droits des travailleurs-es. Depuis la pandémie, 364 lieux de travail ont été dénoncés pour le non-respect des droits des travailleurs-es.

Honduras

Au Honduras, la moitié de la population travaille sans contrat et donc sans sécurité sociale, même les 3,3% de personnes, surtout des femmes, dans le service domestique. Les taux le plus préoccupants sont ceux relatifs à la pauvreté : plus de 75% de la population ! 20% vivent dans l'extrême pauvreté. La pauvreté est surreprésentée dans les zones rurales avec plus de 70% des pauvres.

Ces deux pays centraméricains, El Salvador et Honduras partagent un climat violent envers ceux et celles qui réclament des droits des travailleurs-es, les droits humains ou droits de l'environnement. Il y a eu tant d'assassinats et de violences physiques que la Commission d'application des normes de la Conférence Internationale du Travail de l'OIT a relevé qu'au Honduras, il fallait que l'État protège les travailleurs-es et qu'il fallait réformer la loi, le code du travail ainsi que le code pénal afin de garantir l'application des conventions.

À côté de la violence anti-droits, il y a celle des bandes mafieuses et violentes : les Maras. Et la violence envers les personnes LGBT+ et envers les féministes. Dans ces pays très machos et très catholiques, l'avortement est interdit à toute femme,

même si elles ont été violées, quel que soit leur âge, même en cas d'inceste. D'ailleurs, une fausse couche est considérée comme un avortement et la femme est passible de 30 ans de prison.

Les deux pays ont également des zones franches d'exportation où les conventions internationales de travail ne sont pas loi, où les syndicats sont bannis et où il est très compliqué de réaliser des inspections sur les conditions de travail.

Pérou

Le Pérou pourrait se présenter en 3 mots : corruption, instabilité et inégalités. En 2021, on ajoute la pandémie et le triste record mondial du plus haut taux de mortalité par habitant dans un pays : 210 000 décès. Cela s'explique par un système public de santé insuffisant, sous-financé et sous-équipé.

Le Pérou a été laminé par l'ampleur du tsunami Odebrecht. Les grandes entreprises de construction ont dû arrêter pendant plus d'un an, certaines ont disparu. Les pouvoirs exécutif, législatif se sont fait régulièrement la guerre. On a assisté à eu une valse de présidents, certains occupant la fonction pendant seulement 5 jours, tel le président Merino. La société civile, les syndicats sont sortis plusieurs fois dans la rue pour réclamer la démocratie. Ces manifestations ont été brutalement réprimées. Le nouveau président élu Pedro Castillo n'a pas de majorité au Congrès et a déjà fait l'objet de demande de destitution pour incapacité par les parlementaires de droite. L'ancien instituteur, fils de paysans, reste pour les syndicalistes péruvien-nes porteur d'espoir pour la gauche et les syndicats.

Ce fut une période très difficile pour les syndicats qui devaient se battre sur plusieurs fronts contre le droit des entreprises de licencier leur personnel sans indemnisation, contre les employeur-ses qui n'équipaient pas les lieux de travail de gel hydroalcoolique ou masques. Les élections partielles du Congrès en janvier 2020 ont eu un effet bénéfique sur la classe travailleuse mais de courte durée comme l'approbation de la loi sur les travailleurs domestiques et le rétablissement de la négociation collective dans le secteur public.

L'économie toujours en croissance au Pérou dont seulement profitaient les classes dominantes est rentrée en récession en 2020, -11,2%, elle est repartie en 2021 avec une croissance de 13,3%. Des milliers d'emplois ont été récupérés ou créés mais on déplore que l'économie informelle reste plus importante qu'avant. La pauvreté a augmenté de 10 %, surtout dans les zones rurales.

République dominicaine

Selon les chiffres actualisés du FMI, le PIB dominicain a augmenté d'environ 9,5 % en 2021, principalement tiré par une reprise de l'industrie du tourisme, ainsi qu'un rebond significatif du marché du travail et des envois de fonds importants des expatrié-es aux États-Unis, qui ont stimulé la consommation des ménages. Le taux de chômage s'élevait à 7,4 % en 2021, le secteur informel reste important. Plus de 40 % des enfants dominicains ne sont pas scolarisés, surtout dans les zones rurales par manque d'accès aux écoles. La République dominicaine est un pays à revenu intermédiaire où 20,1 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Le pays connaît un taux de criminalité très élevé, notamment dû aux réseaux de trafic de drogue, même au sein de l'armée et de la police. La République dominicaine est également une plaque tournante du trafic de cocaïne en provenance d'Amérique du Sud et du blanchiment d'argent.¹

¹ <https://export.agence-adoccc.com/fr/fiches-pays/republique-dominicaine/economie-3>

Projet CSA – IFSI - FGTB

La Confédération syndicale des Amériques organise la jeunesse travailleuse latinoaméricaine et aide les confédérations nationales affiliées à créer des départements « jeunes ». Le projet avec l'IFSI se centre sur les formations des jeunes par pays, sur leurs rencontres qui depuis la pandémie se font de façon virtuelle. Le département des jeunes de la CSA a continué à diffuser sa campagne d'affiliation « dame esos 5 » par les réseaux sociaux.

Avec des budgets supplémentaires pour aider les partenaires à faire au covid-19, l'IFSI a contribué au lancement du journal audio-visuel diffusé sur les réseaux sociaux : CSATV, en espagnol et en portugais. Il a également soutenu les activités du 4^e Congrès virtuel de la CSA en avril 2021.



Colombie

Colombie : une personne meurt pour ses idées tous les deux jours

En 2020, le gouvernement colombien estime le taux de pauvreté de sa population à 42,5 % et 15,1 % pour l'extrême pauvreté. L'emploi informel à 56 % de l'emploi total mais, selon la CUT, à 65%. En 2021, la pandémie a continué à creuser les inégalités sociales et économiques dans le pays. Elle a décimé le monde du travail, des millions d'emplois ont été perdus et l'économie informelle a augmenté. Elle a révélé les problèmes structurels des entreprises et rendu visibles les conséquences des politiques gouvernementales régressives et déficientes en matière de travail et de protection sociale.

En Colombie, une personne est assassinée tous les deux jours pour défendre les droits humains, syndicaux ou environnementaux et ce, en toute impunité. L'IFSI a d'ailleurs reçu en octobre 2021, une délégation de la CUT venue dénoncer ces assassinats et l'augmentation des menaces de mort à son égard. La Belgique était une des étapes d'un tour syndical et politique européen. Des haltes étaient également prévues à Rome, à Den Haag, ...

Projet IFSI - CUT Colombie - FGTB Flamande

Le projet essaie, d'une part, d'informer les jeunes au monde syndical, les affilier pour mieux défendre leurs droits et, d'autre part, de les former pour qu'ils puissent devenir délégué-es, dirigeant-es. La pandémie a frappé plus fort chez les jeunes parce qu'ils sont nombreux-ses à travailler dans l'économie informelle. Le projet a renforcé ces formations virtuelles, entre autres, par des petits films d'animation. Un couple jeune, Equidad (Équité) et Dylan expliquent des contenus syndicaux². Grâce à des fonds financiers extraordinaires, des bureaux syndicaux régionaux ont pu être équipés d'ordinateurs. Le département de communication de la CUT a été aussi mieux équipé. Le département CUT Jeunesse a renforcé la base de données de son centre d'études. Un fonds « COVID » a permis de protéger jeunes syndicalistes ou travailleur-ses sur leur lieu de travail en leur donnant un kit de bio-sécurité.



En chiffres

Formation

- 6 séminaires de formation dans 6 régions
- Une rencontre nationale : 125 jeunes
- 8 jeunes ont négocié des CCT

Campagnes, sensibilisation:

- 430 K-way pour les jeunes et ceux et celles qui travaillent avec et pour les jeunes
- Journal de la CUT : 4 émissions

² <https://cut.org.co/category/departamentos/jovenes-y-menor-trabajador/las-aventuras-de-dylan-y-equidad/>

Projet IFSI – USO – CASM – CG - FGTB

Le projet forme des dirigeant-es des régionales de la USO. Il renforce la CASM, son école syndicale et bureau d'études. Les nouveaux dirigeants, dont quelques femmes, ont négocié en 2020 des CCT modernes contenant des clauses de genre. Grâce à des fonds financiers extraordinaires, la USO a pu créer un laboratoire de communication au sein de la CASM. Enfin la CASM a aussi pu sortir des études intéressantes. Elle a équipé également les syndicalistes de kits de bio-sécurité pour faire face au coronavirus. La CASM compte maintenant avec un diplôme de formateur-rices. 19 sont déjà au nombre sur le terrain. À remarquer que, produit du projet, les directions régionales de Meta, Bogotá, Bucaramanga et Cartagena sont tenues par des femmes formées par le projet.



La CASM avec la CG et Industri-ALL contribue à l'émergence du syndicat unique de l'énergie au sein de la CUT qui unit les secteurs du pétrole, du charbon et de l'énergie électrique, entre autres, en participant à la tenue des réflexions sur leurs secteurs et sur la transition juste.

Remarquons aussi qu'ensemble, avec les partenaires de FOS et de Solsoc, la CUT et la USO ont mené la campagne « Bouge pour ses droits, Ce sont aussi les tiens. »³

En résumé

- **27 activités** dont 22 de formation (en présentiel, semi-présentiel ou virtuelles) :
 - Bénéficiaires formé-es : 1 133.
 - Hommes : 431 dont 156 jeunes .
 - Femmes : 673 dont 273 jeunes.
 - Communauté LGTBQ+ : 9 donc 5 jeunes.
- **3 études** :
 - Histoire et revendications des droits du travail avec perspective de genre.
 - Contre le harcèlement au travail et harcèlement sexuel : une route d'exigibilité.
 - Extractivisme minéro-énergétique et droits sociaux, environnementaux et du travail.
- **Gender** :
 - 2 CCT USO avec perspective de genre signées.
 - renforcement du gender dans les formations en contenu et en participation, la communication et la sensibilisation.
 - 5 communications médias pour sensibiliser, former et renforcer les initiatives des femmes USO.

³ On peut voir la page Facebook et le matériel : <https://mueveteporsusderechos.org/node/33>.

Pérou

Corruption, instabilité et inégalités

Le Pérou pourrait se présenter en 3 mots : corruption, instabilité et inégalités. En 2021, on ajoute la pandémie et le triste record mondial du plus haut taux de mortalité par habitant dans un pays : 210 000 décès. Cela s'explique par un système public de santé insuffisant, sous-financé et sous-équipé.

Le Pérou a été laminé par l'ampleur du tsunami Odebrecht. Les grandes entreprises de construction ont dû arrêter pendant plus d'un an, certaines ont disparu. Les pouvoirs exécutif, législatif se sont fait régulièrement la guerre. On a assisté à une valse de présidents, certains occupant la fonction pendant seulement 5 jours, tel le président Merino. La société civile, les syndicats sont sortis plusieurs fois dans la rue pour réclamer la démocratie. Ces manifestations ont été brutalement réprimées. Le nouveau président élu Pedro Castillo n'a pas de majorité au Congrès et a déjà fait l'objet de demande de destitution pour incapacité par les parlementaires de droite. L'ancien instituteur, fils de paysans, reste pour les syndicalistes péruvien-nes porteur d'espoir pour la gauche et les syndicats.

Ce fut une période très difficile pour les syndicats qui devaient se battre sur plusieurs fronts contre le droit des entreprises de licencier leur personnel sans indemnisation, contre les employeur-ses qui n'équipaient pas les lieux de travail de gel hydroalcoolique ou masques. Les élections partielles du Congrès en janvier 2020 ont eu un effet bénéfique sur la classe travailleuse mais de courte durée comme l'approbation de la loi sur les travailleurs domestiques et le rétablissement de la négociation collective dans le secteur public.

L'économie toujours en croissance au Pérou dont seulement profitaient les classes dominantes est rentrée en récession en 2020, -11,2%, elle est repartie en 2021 avec une croissance de 13,3%. Des milliers d'emplois ont été récupérés ou créés mais on déplore que l'économie informelle reste plus importante qu'avant. La pauvreté a augmenté de 10 %, surtout dans les zones rurales.

Les élections partielles du Congrès en janvier 2020 ont eu un effet bénéfique sur la classe travailleuse mais de courte durée comme l'approbation de la loi sur les travailleurs domestiques et le rétablissement de la négociation collective dans le secteur public.

Projets IFSI : CGTP- FGTB fédérale et FTCCP – CG-FGTB

Avec la crise sanitaire, la CGTP, partenaire de l'IFSI a gagné en visibilité en multipliant les campagnes de sensibilisation pour apprendre aux travailleur-ses à se protéger du coronavirus, en se battant pour faire respecter les mesures de prévention contre le covid sur le lieu de travail et également en remportant des victoires syndicales contre les licenciements abusifs pour cause de covid. Un effet positif inattendu : une hausse du taux d'affiliation ! La CGTP, tout comme l'autre partenaire de l'IFSI au Pérou, le syndicat de la construction, FTCCP soutenu par la CG-FGTB, sont passés aux activités virtuelles. Les dirigeant-es de la FTCCP formé-es dans le cadre du projet ont contribué ensemble avec la Chambre péruvienne de la construction (CAPECO), à l'élaboration de lignes directrices pour la prévention et le contrôle de la propagation du covid sur les chantiers.

La CGTP et la FTCCP ont profité du télétravail pour moderniser leurs manuels de formation, leur communication. La FTCCP a dû d'abord former son public, lui expliquer comment utiliser les outils informatiques, comment participer à une formation ou réunion sur une plateforme Zoom ou autre.

La CGTP a multiplié des conférences virtuelles sur différents thèmes invitant des expert-es. La CGTP a comme "l'impact de l'économie dans le contexte de la pandémie SARS COVID-19" ou son impact professionnelles, la FTCCP, entre autres, sur les femmes et la construction au Pérou. Cette étude a servi de la « première rencontre nationale de la femme travailleuse dans la construction ». La CGTP fête aussi l'élection comme Secrétaire générale d'un syndicat bénéficiaire du projet, World Dutyfree, et même dans le mc



syndicats de sécurité, également bénéficiaires du projet, la participation des femmes dans les conseils de direction a augmenté.

Profitant des alternatives virtuelles et du confinement forcé de beaucoup de travailleur-ses, les cours, conférences, webinaires, ... ont été multipliés. Tant la FTCCP et la CGTP ont profité des campagnes de sensibilisation sur la pandémie et comment s'en protéger pour rappeler aux travailleur-ses que la meilleure forme de protection globale reste l'affiliation syndicale.



Afrika

Zuid-zuid en trilaterale samenwerking

Het ISVI in Afrika: Bénin, Burkina Faso, Ivoorkust, Guinee-Conakry, Kenia, Mali, Marokko, Mauritanië, Niger, Democratische Republiek Congo, Rwanda, Senegal, Togo.

Cijfers

- PANAF Programma van arbeiderseducatie in 33 vakverbonden in 18 landen.
- 54.569 Personen opgeleid in 2019 (> 30% vrouwen).
- ATUMNET Afrikaans syndicaal netwerk rond migratie – 5 subregionale groepen.

Het PANAF Programma is het enige programma dat arbeiderseducatie mogelijk maakt in het Afrikaanse Continent. Het programma is een samenwerkingsprogramma met het Zweedse LO en TCO, de CUT Brazil aan de donorzijde en twee Afrikaanse regionale syndicale organisaties nl. het IVV-Afrika en de Afrikaanse Organisatie voor Syndicale Eenheid (*OATUU – Organisation of African Trade Union Unity*). Het liep in 2021 in 16 landen. Drie daarvan worden gefinancierd via het IFSI-ISVI programma met middelen van DGD. Het zijn Bénin, Kenia en RDC. De methodologie is deze van de studiekringen die het mogelijk maakt om heel veel werknemers en – neemsters te bereiken aan een lage kost. Het programma promoot ook de eenheid van syndicale actie.

In 2021 kende het programma heel wat uitdagingen. Naast de COVID-19 pandemie waren er de moeilijke omstandigheden waarin CUT Brazil zich bevindt door het presidentschap van Bolsonaro. Terzelfdertijd hadden LO en TCO te kampen met besparingen opgelegd door het Zweeds Agentschap voor Ontwikkelingssamenwerking (SIDA). Het leidde tot een periode van 4 maanden non-activiteit (behalve in de landen die eveneens een financiering via IFSI-ISVI krijgen en waar toch een aantal activiteiten konden georganiseerd worden). Het noopte het Programma ook om haar structuur te hertekenen, een participatief proces dat in 2022 haar finaliteit zal kennen en het programma in een nieuwe plooi zal leggen. Het moet enerzijds de continuïteit verzekeren, maar ook, en dit na meer dan 30 jaar, meer autonomie in handen leggen van de Afrikaanse partners. We kunnen dit alleen maar toejuichen. In 2021, en dit tijdens een sanitaire crisis, slaagde het PANAF Programma 46.772 werknemers, waarvan 14.768 vrouwen (32%), te bereiken via 2.825 studiekringen.

Het project dat zonder twijfel het meest getroffen werd door de COVID-19 pandemie is ongetwijfeld het project Migratie met onze partner, het IVV-Afrika. Niet alleen werden de migrant-werknemers en werkneemster buitenproportioneel getroffen door de maatregelen die door de verschillende overheden werden genomen, ook het project zelf kende heel wat uitdagingen door de reisbeperkingen. Toch kon het IVV-Afrika op de valreep nog een regionale bijeenkomst organiseren met ATUMNET, hun regionaal migratienetwerk. Dit is belangrijk om ervaringen uit te wisselen, strategieën te ontwikkelen en om een bilan op te maken. Ondanks de moeilijkheden kunnen we gerust stellen dat belangrijke stappen zijn genomen in de regio als geheel, maar ook op nationaal niveau in verschillende landen. Als voorbeeld kunnen we daarbij aanhalen dat in Benin de migrant-werknemers en werkneemsters nu ook zijn opgenomen in het nieuwe sociaal zekerheidssysteem, ARCHE. Ook zijn er in vele landen IAO-conventies ondertekend die rechtstreeks of onrechtstreeks zullen bijdragen tot waardig werk voor deze kwetsbare groep.

Cijfers

- 30 opgeleide animatoren (19)/animatrices (11)
- 125 - Organisatie van 125 studiecirkels voor 625 deelnemers (39% vrouwen)
- 44% van de deelnemers aan de studiecirkels uit de informele economie waren vrouwen.



Benin

2021 werd nog heel sterk getekend door de COVID-19 pandemie. Vaccinaties en een verminderde impact van de pandemie op de maatschappij zorgde voor een verlichting van de restrictieve maatregelen die in 2020 waren genomen. Dit zorgde ervoor dat werknemers terug hun gewone activiteiten op een normale manier konden opnemen. Voor de vakbonden betekende dit ook dat ze op een min of meer normale manier hun werk konden organiseren. Dit was belangrijk voor het organiseren van de studiekringen (onderdeel van het PANAF Programma). De organisatie van de studiecirkels zit nog niet op het pré-COVID-19 niveau, en de pandemie lijkt ook een negatieve impact te hebben gehad op het aantal vrouwelijke deelnemers.

De vakbonden worden in Bénin geconfronteerd met een steeds meer 'shrinking space', waarbij het voor het middenveld steeds moeilijker wordt om mensen te organiseren en druk te zetten op het politieke beleid. Dit geldt vooral voor vakbonden. Hun eis om wetgeving die de syndicale actie (staking), het ontslagrecht en het algemeen statuut van overheids personeel regelt te herzien, is nog steeds niet ingewilligd, niettegenstaande dit was overeengekomen. De vakbonden, in verenigd front en geleid door onze partners, hadden dit gevraagd omdat het een aantasting is van verworvenheden.

Het UNSTB en CSA-Bénin werken al jaren rond veiligheid en gezondheid op het werk. Ze hebben op dat terrein al heel wat expertise opgebouwd en slagen er steeds beter in om dit niet alleen op de politieke agenda te zetten, maar ook om tot concrete maatregelen te komen. De vakbonden onderhandelden een betere financiering van veiligheid en gezondheid op het werk vanuit de overheid. Ook wogen ze heel sterk op de ontwikkeling van het beleid en het Nationaal Programma Veiligheid en Gezondheid op het Werk. Zo moeten bedrijven nu formele structuren oprichten om rond preventie te werken. Bedrijven die te klein zijn om dit binnen het eigen bedrijf te doen krijgen nu ook toegang tot ondersteuning vanuit de overheid. Dit geldt zowel voor werkgevers als werknemers van deze bedrijven, alsook de publieke sectoren. Ook werd een intersyndicale opgericht die samen met de *Caisse Nationale de la Sécurité Sociale* een mandaat heeft om het sociaal overleg op vlak van veiligheid en gezondheid te organiseren, comité voor veiligheid en gezondheid te installeren, lobbyen voor de ratificatie van C155 (Veiligheid op het werk) en C187 (gezondheidsdiensten op het werk) en de conformiteitsstudie te versnellen. Ook heeft de overheid beslist om het aantal inspecteurs op het terrein gradueel te verhogen zodat ze beter tegemoet kunnen komen aan de actuele noden in Bénin. Onze partners hebben bijgedragen tot het tot stand komen van een landenprofiel voor veiligheid en gezondheid. Het is een referentiedocument dat een stand van zaken maakt en dat toelaat om evoluties op vlak van veiligheid en gezondheid te monitoren. Dit laat de overheid en vakbonden dan weer toe om op een objectieve manier te discussiëren over het thema en bij te dragen aan veiliger en gezonder werkomstandigheden.

Het UNSTB en het CSA-Bénin blijven sterk inzetten op het organiseren van de werknemers uit de informele economie. Ze boeken ook heel goede resultaten met de begeleiding van informele werknemers in het proces voor de formalisering van hun werk. Het zijn vooral vrouwen die daar de vruchten van plukken.

Cijfers

- 7.075 FC: het interprofessioneel minimumloon (SMIG) = ± € 3.25.
- 70%: deel van de bevolking dat moet rondkomen met minder dan 1.90 USD per dag.
- 1.220.000: het bedrag in USD dat ex-president Kabila stal van de staat.



Democratische Republiek Congo

In 2021 versterkte president Félix Antoine Tshisekedi zijn greep op politiek. Hij slaagde er in om de Kabila-getrouwen steeds verder van de macht te duwen. Ook zijn politieke lijn is anders dan zijn deze van zijn voorganger. Hij speelt een belangrijkere rol op het internationaal niveau en stelt zich steeds kritischer op over de (economische) rol van China in het land. Ook onder de bevolking groeit het ongenoegen over hoe de Chinese bedrijven het land exploiteren. In november werden zeker vijf Chinese staatsburgers ontvoerd bij een aanval op een goudmijn die door Chinezen wordt uitgebaat. Veel goud- en andere mijnen in Congo worden uitgebaat door Chinese bedrijven, maar het ongenoegen daarover groeit. President Félix Tshisekedi heeft een onderzoek geëist van een akkoord dat onder zijn voorganger werd getekend met China. Zolang dat niet afgerond is, wil hij dat er geen mijnbouwvergunningen meer worden afgeleverd. Volgens een journalistiek onderzoek naar corruptie met overheids gelden in de jaren 2000-2021, de Congo Hold-up genaamd, zou de ex-president 122 miljoen USD aan publieke middelen hebben gestolen.

De DRC is ook in 2021 niet gespaard gebleven van de COVID-19 pandemie. Hoewel een aantal restricties werden versoepeld, bleef het moeilijk om zich probleemloos te bewegen in het land. Gelukkig nam de negatieve impact op de activiteiten van het project af en konden deze op min of meer normale manier doorgaan.

We mogen ook niet vergeten dat in de DRC de pandemie bovenop de al preciaire veiligheidssituatie komt. In het oosten van het land is het nog steeds moeilijk om normale vakbondsactiviteiten te organiseren wegen het regelmatig opflakkerende geweld tussen verschillende gewapende groepen. Inzet is vaak de controle op (illegale) ontginning van grondstoffen.

L'UFF blijft haar platform versterken en bouwen aan de eenheid van syndicale actie. In 2021 slaagde ze er in om in vier nieuwe provincies vormingsstructuren (en vrouwenstructuren) op te zetten. Het is om de vormingsdiensten en het organiseren van studiekringen te decentraliseren, dit gezien de enorme grootte van het land. L'UFF heeft nu in 15 (van de 26 provincies) lokale vormingsstructuren. De studiekringen dragen bij tot een betere sociale dialoog en een beter respect voor geldende wetgeving en procedures. Ook draagt deze arbeiderseducatie bij tot het beter innen van de vakbondsbijdragen. Het UFF organiseerde 1.348 studiekringen voor 15.578 deelnemers, waarvan 25% vrouwen.

Binnen het UFF groeit ook het besef dat er meer moet ingezet worden op het organiseren van de werknemers en werknemers van de informele economie, niet in het minst door de enorme aantallen.

Ivoorkust

2021 is een relatief rustig jaar gebleken voor de Ivoiriaanse samenleving. Na de presidentsverkiezingen eind 2020 brak een postelectorale crisis uit die veel Ivorianen deed vrezen voor een herhaling van de burgeroorlog van 2010-2011. Alhoewel er gewelddadige protesten waren in de weken na deze verkiezingen kwam Côte d'Ivoire in rustiger vaarwater terecht in 2021. Wat betreft de cacaosector kunnen we spreken van een jaar waarin de gekende problematieken zich verder manifesteerden. Het probleem van lage inkomsten voor cacaoboeren bleef ook dit jaar gedijen. Er zijn geen aanwijzingen dat kinderarbeid in de cacaosector in Côte d'Ivoire daalt. Volgens de meest recente studies blijft het aantal betrokken kinderen in het land min of meer gelijk en gaat het naar schatting om 800 000 kinderen. Uit onderzoek blijkt dat kinderarbeid vaak daalde in de gemeenschappen waar initiatieven werden genomen om dit fenomeen te bestrijden. Tezelfdertijd was er echter een stijging in andere lokale gemeenschappen waar geen dergelijke initiatieven bestaan. Ook de gestegen cacao productie van de afgelopen jaren ging gepaard met een toename van kinderarbeid die de progressie in bepaalde lokale gemeenschappen hebben afgevlakt. De prijs van cacao daalde in 2021 in Côte d'Ivoire als gevolg van een gedaalde vraag in de nasleep van de pandemie wat de problematiek rond kinderarbeid alleen maar ernstiger maakt.

Samen met ABVV HORVAL heeft het ISVI een partnerschap in Côte d'Ivoire met FEDENASAC.CI en FENSTIAA-CI. Deze laatste twee zijn de vakbonden voor de landbouwsector en de voedingsnijverheid, aangesloten bij de vakbondskoepel UGT.CI. Dit partnerschap heeft tot doel de rechten en arbeidsvoorwaarden van de werknemers en telers in de cacaosector te verbeteren en de capaciteit van de cacao vakbonden en -coöperatieven te versterken. Dit jaar werden er in het kader van dit project 1269 cacaotelers en werknemers uit de cacaosector gesensibiliseerd rond kinderarbeid, syndicale rechten of arbeidswetgeving. Daarnaast volgden 192 vakbondsleiders en leiders van cacao coöperatieven vorming over thema's zoals vakbondsrechten, kinderarbeid en sociale dialoog. Zowel FEDENASAC.CI als FENSTIAA-CI slaagden er dit jaar opnieuw in om heel wat vrouwen aan te sluiten bij hun respectieve organisaties. Allebei de partners hebben voornamelijk mannen als leden waardoor de genderratio dit jaar opnieuw iets meer in evenwicht werd gebracht. De partners slaagden er in om actief te strijden tegen kinderarbeid in de lokale gemeenschappen waar zij aanwezig zijn en om werknemers in cacao fabrieken te vormen en te sensibiliseren over hun rechten. Het netwerk van de partners in de sector werd versterkt en hun representativiteit werd groter door een toename in het aantal leden. Dit laatste jaar van de projectcyclus 2017-2021 was kortom een jaar waarin de partners heel wat vooruitgang hebben geboekt.



Kenia

Economie

In 2021 vertoonde de Keniaanse economie een sterk herstel, hoewel sommige sectoren, zoals het toerisme, onder druk bleven staan. Voor 2022 wordt een groei van het BBP van 5,0% verwacht en het armoedecijfer heeft zijn trendmatige daling hervat nadat het tijdens de pandemie was gestegen. Hoewel de economische vooruitzichten over het algemeen positief waren, is er sprake van grote onzekerheid⁴.

De informele economie van het land groeit in een hoog tempo in vergelijking met de formele arbeid. De vakbonden proberen dan ook om de werknemers in de informele economie te organiseren.

Politiek

Kenia is gestart met de voorbereiding van de volgende algemene verkiezingen, die gepland zijn voor 9 augustus 2022. De Kenianen zullen de president, de leden van de Nationale Vergadering en de Senaat, de gouverneurs van de districten en de leden van de 47 districtsvergaderingen kiezen.

De vijf grootste uitdagingen voor het land blijven:

- 1) Corruptie en zwak bestuur.
- 2) Economische vertraging als gevolg van de COVID-19-pandemie.
- 3) Zwakkere consumentenbestedingen (met stijgende werkloosheid en armoede tot gevolg).
- 4) lagere overheidsinvesteringen en begrotingsdiscipline.
- 5) Veiligheid.

Syndicaal

De problematiek van de klimaatverandering is een wereldwijd probleem geworden dat het leven van de werkne(e)m(st)ers beïnvloedt. Vakbonden sensibiliseren hun leden en de gemeenschappen over het belang van het behoud van het milieu. Het uitbreken van de covid-19-pandemie was een grote tegenslag voor de vakbonden, waarvan vele meer dan 30% van hun leden verloren, en bijgevolg ook hun inkomsten.

Het ISVI programma in Kenia

KEWU : Kenyan Engineering Workers' Union en ABVV Metaal

DWU: Dock Workers' Union, samen met de International Transport Federation, Africa Division en de Belgische Transportbond, BTB-ABVV

COTU-K: Central Organisation of Trade Unions samen met ABVV Federaal

Het IFSI-programma in Kenia is gericht op verbetering van de rechten van werkne(e)m(st)ers, sociale bescherming en sociale dialoog door het scheppen van waardige banen in hun respectieve sectoren. Het richt zich op een adequate verbetering van

⁴ www.worldbank.org/en/country/kenya/overview

de ledenwerving, vakbondsorganisatie, capaciteitsopbouw, empowerment en mobilisatie van werknemers, waaronder vrouwen en jongeren, op de versterking van hun rechten en de verbetering van hun arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden.

DWU

- 208 vrouwen en 153 mannen namen deel aan symposia, georganiseerd in Mombasa (2) en Nairobi (1). Tijdens deze symposia werd het accent gelegd op deelname van vrouwen en jongeren in de vakbondsactiviteiten, de arbeidswetgeving en de vakbondsprincipes.
- DWU organiseerde ook 3 vaccinatiecampagnes (2 in Mombasa en 1 in Nairobi) om hun leden te sensibiliseren zich te laten inenten tegen Covid-19. Ze bereikten hiermee in totaal 225 werkne(e)m(st)ers.
- Tijdens de twee Moonlight VCT's (avondsessies voor Hiv-testen op vrijwillige basis), lieten in totaal 85 mannen en 40 vrouwen zich testen op HIV. De vakbond schakelt hiervoor professionele consultants in, die elk ongeveer 15 mensen begeleiden.
- 127 arbeiders (94 mannen en 33 vrouwen) volgden een volledige "studiecirkel" (20 sessies van ca. 1 uur) over arbeidersrechten, klachtenbehandeling en veiligheid en gezondheid op het werk.
- 63 vakbondsleiders en delegees (45 mannen/18 vrouwen) kregen vorming over arbeidsrecht, democratische principes, vakbondsorganisatie en ledenwerving en veiligheid en gezondheid op het werk

KEWU

- 60 delegees kregen training over vakbondsorganisatie en ledenwerving, onderhandelen, en klachtenbehandeling. Bij de vormingen over veiligheid en gezondheid op de werkvloer (incl. Hiv-Aids) werd veel aandacht besteed aan de impact van Covid-19 op de collectieve onderhandelingen, de ledenwerving en het (dalende) ledenaantal.
- 30 nieuwe bedrijven werden georganiseerd
- 30 nieuwe Cao's werden onderhandeld en geregistreerd.
- 6 erkenningsovereenkomsten werden ondertekend.
- Dankzij een bijkomende financiering kon KEWU zijn verschillende afdelingen uitrusten met de nodige elektronische apparatuur om digitale vergaderingen te organiseren en de communicatie tussen het hoofdkantoor en de afdelingen te verbeteren.

COTU

- 52 werkneem(st)ers kregen een opleiding tot studiecirkel leider.
- 52 studiecirkel leiders kregen een oprissingscursus.
- Er werden 56 volledige studiecirkels afgewerkt, waarmee in totaal 640 arbeiders (291 mannen, 349 vrouwen) werden bereikt. Een studiecirkel telt gemiddeld 10 à 11 deelnemers per groep en bestaat uit 20 sessies van ca. 1 uur.
- 4.553 nieuwe leden sloten zich aan bij de betrokken vakbonden: 2.289 mannen, 2.354 vrouwen.



Rwanda

Le Rwanda n'a pas été aussi affecté par le coronavirus que d'autres pays en nombre de décès ou même de malades, certainement parce que le gouvernement a imposé des confinements très stricts. Cela n'a pas été sans conséquences. La population en a souffert parce que l'aide alimentaire pour les familles qui n'avaient plus de revenus n'a été prévue que pendant le premier confinement.

Après la récession de 2020, l'économie a vite repris ses marques : le revenu national brut a augmenté de 11,1%, la production industrielle de 16,5% et l'agriculture de 6,8% tandis que les exportations traditionnelles de café, thé, cassitérite, wolfram et coltan ont augmenté de quelque 35% pendant les 9 premiers mois de 2021⁵. Mais le chômage est resté important, 13% en dessous du taux d'avant la pandémie et les chiffres sont pires pour les femmes. Même la Banque Mondiale constate que si l'État rwandais a bien traité la crise du Covid, socialement il doit faire un gros effort envers les personnes plus vulnérables.

Le programme IFSI-CESTRAR

- STECOMA (construction) et CG-FGTB
- SYPEPAP et STAVAR (thé) et FGTB de Bruxelles

Le programme de l'IFSI au Rwanda contribue à améliorer les conditions de travail et de santé et sécurité au travail dans les secteurs du thé, dans les plantations et les usines, et dans le secteur de la construction. Pour atteindre cet objectif, les partenaires développent d'une part, des formations et d'autre part, des activités et campagnes de sensibilisation. Un travail syndical va de pair avec le plaidoyer qui a été très important et efficace pendant la pandémie.

2021 en chiffres

FORMATION SYNDICALE

- 5 formations en SST pour 106 délégué-es dont 30 femmes
- 5 formations des comités de SST pour 88 personnes dont 13 femmes
- 4 formations sur les thèmes syndicaux comme le dialogue social,... pour 131 délégué-es et mobilisateur-ices dont 39 femmes.

FORMATION PROFESSIONNELLE

- STECOMA a passé des accords avec des institutions publiques pour former des travailleur-ses dans différents métiers de la construction afin de leur permettre d'accéder à un emploi ou à en avoir un meilleur. À mi-chemin du projet, 25 000 travailleur-ses ont reçu un certificat reconnu ; fin 2021, ils étaient 36 743 travailleur-ses.

CAMPAGNES, SENSIBILISATION

- Activité de sensibilisation Covid sur sites de travail : 268 travailleur-ses dont 106 femmes.
- Activité d'affiliation et cotisation sociale : 276 travailleur-ses dont 26 femmes.
- 3 campagnes médias, affiches, réseaux sociaux.

PLAIDOYER

- Avec les autorités des employeurs pour obtenir des mesures de protection des travailleurs et défense des droits de ceux qui ont perdu leur travail.
- Continue pour les femmes dans les plantations.

<https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/02/02/rwanda-economic-update-regional-integration-in-post-covid-era>

MÉDIATION

- La CESTRAR aboutit à résoudre 866 conflits de travail sur un total de 1027 conflits.
- Dans le secteur de la construction, STECOMA en résout 79 sur 167.
- Dans le secteur du thé, STAVER en résout 27 sur 51 et SYPEPAP 67 sur 98.

Indonesië

2021 was opnieuw een bewogen syndicaal jaar in Indonesië. De beruchte Omnibus Law - tijdens 2020 in volle pandemie door het parlement gejaagd - werd verder aangevochten door de vakbonden bij het Grondwettelijk Hof. Deze Omnibus Law wordt door het maatschappelijk middenveld en de vakbonden beschouwd als een grote bedreiging. De wet verhoogd de toegestane overuren, verlaagt de minimumlonen, verhoogt het gebruik van flexibele contracten, vermindert de compensatie bij ontslag, etc. Er volgde een uitspraak van het Grondwettelijk Hof over de wet. Het Hof oordeelde dat de Omnibus Law in strijd is met de Indonesische grondwet. Tezelfdertijd gaf het Hof aan dat haar beslissing voorwaardelijk is en gaf ze de Indonesische wetgever 2 jaar de tijd om de wet te amenderen. Gedurende deze twee jaar blijft de wet zelfs verder in voege. Alhoewel er bij verschillende middenveldorganisaties luid gejuich klonk over dit arrest lijkt de kans groot dat - met wat opsmukwerk van de wetstekst - de regering zal kunnen doorpakken met de afbraak van de werknemersrechten en arbeidsrechten. De strijd tegen deze wet gebeurde niet enkel via gerechtelijke weg. De vakbonden organiseerden in 2021 heel wat sensibiliseringsmomenten voor werknemers om hen bewust te maken van de gevolgen van de Omnibus Law en hen te mobiliseren tegen de verdere uitvoering van de wet.

ISVI en BBTk hebben een partnerschap met 3 textiel- en kledingvakbonden in Indonesië: SPN, Garteks en GSBI. De doelstelling van dit partnerschap is de arbeidsvoorwaarden in deze sectoren te verbeteren. In 2021 organiseerden de 3 partnervakbonden – onder coördinatie van IndustriALL – 73 verschillende projectactiviteiten, voornamelijk vormingen en ledenbijeenkomsten. Ze trainden, sensibiliseerden en informeerden met deze activiteiten 9224 werknemers en vakbondsvertegenwoordigers in 2021. De 3 vakbonden konden heel wat vooruitgang bewerkstelligen via het project dit jaar. Zo steeg, ondanks de vele fabriekssluitingen, het aantal werknemers gedekt door een cao verder. Alhoewel heel wat bedrijven met een collectieve arbeidsovereenkomst niet langer bestaan, werden in andere bedrijven zonder CAO dan weer een eerste overeenkomst afgesloten op initiatief van de vakbondspartners. Dit is een cruciaal element in het garanderen van werknemersrechten en het verbeteren van arbeidsomstandigheden. Verder slaagden de partners erin om ook dit jaar weer heel wat nieuwe leden aan te sluiten en om vakbondsafdelingen op te richten in nieuwe fabrieken. In 2020 was het zo dat er zodanig veel leden verloren gingen door de crisis in de sector dat dit niet gecompenseerd werd door de nieuwe leden die de vakbonden hadden aangetrokken. Dit jaar waren er nog steeds veel problemen in de sector maar konden de vakbonden door hun focus op ledenwerving de trend opnieuw keren. Het totale ledenaantal in de sector van de 3 vakbonden samen steeg in 2021 met 4333 leden. In 2021 vond ook een eindmeting plaats van een impactstudie rond gender waaruit bleek dat het aantal vrouwelijke vertegenwoordigers op alle niveaus in de vakbondsstructuur steeg. Ten slotte slaagden de partners erin om het sociaal overleg over veiligheid op het werk kwalitatief te verbeteren door actief in te zetten op de veiligheidscomités in de fabrieken en hun vertegenwoordigers in deze comités te ondersteunen met vorming en expertise.

Belgique

Aperçu du travail de l'asbl « volet Belgique » en quelques chiffres :

- Lancement de 2 recherches-études.
 1. Secteur minier en RDC.
 2. Devoir de vigilance en Colombie avec FOS et Solsoc.
- Finalisation d'une exposition photo & sonore « Mémoire syndicale africaine ».
- Contribution à l'écriture de 31 articles dont 1 publié dans la revue SAMPOL.
- Collaboration accrue avec FOS et Solsoc.
- Suivi du travail parlementaire autour du projet de résolution visant la création d'un fonds mondial de la protection sociale.
- Renforcement de 10 plateformes de la société civile.
- Réalisation d'une capsule vidéo sur la protection sociale en RDC.
- Collaboration à l'écriture du portefeuille travail décent en Afrique Centrale.

Le volet Belgique constitue la pierre angulaire de la vie de l'asbl. Il permet de faire le lien entre nos différentes stratégies et nos différents partenaires belges et internationaux. C'est un des éléments qui ressort des trois ateliers de planification organisé au 1^{er} trimestre avec les représentants-es des centrales et inetrrégionales. Pour rappel, 2021 constitue une année très particulière dans la vise d el'asbl puisque c'est la dernière année de notre programme de coopération 2017-2021. À ce titre, les enjeux de cette année étaient nombreux à commencer par la finalisation du nouveau cadre stratégtique du travail décent et la planification de notre nouveau progarmme 2022-2026. Sans oublier la nécessité de finaliser, dans de bonnes conditions, l'ensemble de nos activités prévues tant dans les différents pays d'intervention qu'en Belgique dans un contexte national et international toujours dominé par la pandémie du COVID.

Ces différents enjeux ont donc fort logiquement réduit quelque peu le volume de nos actions dans le cadre de ce volet Belgique sans pour autant nous mettre à l'arrêt. En termes de continuité, nous avons fort logiquement continuer à suivre de près les évolutions du parcours législatif du projet de résolution visant la création d'un fonds mondial de la protection sociale tout en continuant à alimenter notre campagne « la protection sociale est un droit ! ». Á cet égard, une capsule vidéo sur la protection sociale en RDC a été réalisée. L'intérêt suscité par la pandémie pour les enjeux de la protection sociale nous a également permis de sensibiliser un certain nombre de militants-es qui ont suivi les festivités du 1^{er} mai de la FGTB-Bruzelles en Live Facebook. Cette intervention faisait suite à un premier webinar co-organsié plus tôt dans l'année avec la FGTB-Bruzelles et Solsoc durant lequel IFSI et Solsoc ont pu expliquer les enjeux de la campagne et donner la parole à des partenaires pour qu'ils puissent directement témoigner de leurs situations respectives et présenter leurs visions d'une protection sociale universelle.

L'année 2021 nous aura également permis de tester 3 nouvelles approches assez inédite dans la vie de l'asbl. Premièrement, nous avons finaliser (provisoirement) notre exposition autour des mémoires syndicales africaines. Intitulée « Syndicalisme(s) : une histoire africaine ? », cette exposition entièrement imaginée et conçue par l'IFSI aborde les questions d'histoires sociales, mémorielles, post-coloniales sous un angle syndical qui lui est propre. En effet, l'histoire sociale est souvent un grand oublié des cours d'histoire et les conquêtes syndicales sur le continent sont totalement méconnues de tous-tes. À partir de portraits de différents responsables syndicaux d'hier et d'aujourd'hui, l'exposition met en scène les parcours et les histoires individuelles dans un récit plus vaste des organisations et de la grande histoire panafricaine du continent. Complétée par des extraits sonores d'interview, cette exposition offre une immersion pour apprendre et mieux

comprendre les contributions du mouvement syndical africain à la transformation nécessaire du continent des Indépendances à aujourd'hui. Signalons également que le vernissage de cette exposition s'est déroulé dans le cadre de la Quinzaine de la Solidarité de la ville de Bruxelles qui avait pour thème le « travail décent ». Pour notre première participation à cet événement, nous avons donc fort logiquement largement contribué pour que cette Quinzaine soit une réussite. Outre le vernissage, nous avons également co-organisé 3 séminaires autour des enjeux de protection sociale, des droits syndicaux en Colombie et des chaînes d'approvisionnement dans le secteur minier en RDC.

La manière dont nous avons élaboré cette dernière thématique constitue la deuxième innovation. Après avoir initié en 2017 un projet de coopération syndicale dans le secteur minier en RDC avec nos partenaires de l'UFF et la Centrale générale, nous ressentons le besoin de mieux comprendre les enjeux géostratégique et syndicaux de cette chaîne d'approvisionnement centrale dans le fonctionnement nos économies modernes ultra libéralisées. Raison pour laquelle nous nous sommes associés à un ancien chercheur du GRESEA, spécialisé dans cette problématique, pour réaliser une étude qui nous permettrait de mieux jouer notre rôle non seulement dans notre accompagnement aux développements du projet en RDC mais aussi dans la sensibilisation et l'incidence politique en Belgique. L'étude devrait être disponible dans le courant de l'année prochaine.

La troisième et dernière nouveauté consiste justement notre travail d'incidence politique. Fruit d'une collaboration accrue avec FOS et Solsoc, d'une part, et au sein du cadre stratégique travail décent, d'autre part, l'IFSI jouit également une visibilité et légitimité accrue en matière de travail décent. C'est donc fort logiquement qu'ENABEL s'est adressé au PCTD (plateforme de coordination du cadre stratégique sur le travail décent) pour alimenter le contenu stratégique du portefeuille travail décent dans les Grands Lacs de la ministre Kitir. L'IFSI et ses partenaires dans la région ont largement contribué à faire de ce portefeuille un réel outil stratégique pour opérationnaliser l'agenda du travail décent dans les Grands Lacs. Doté d'une enveloppe de 50 millions € sur 5 ans, ce portefeuille donnerait en effet un vrai coup de boost aux différents acteurs mutualistes, syndicaux et société civile qui travaillent chaque jour pour la transformation de leurs sociétés. Outre nos contributions à l'écriture des stratégies de ce portefeuille, notre travail d'incidence politique a consisté (et continuera en 2022) à nous assurer que nos partenaires respectifs auront un rôle central dans l'opérationnalisation des stratégies. Il est encore trop tôt pour le dire car la mise en œuvre ne devrait pas commencer avant septembre 2022. Cependant, cette collaboration avec ENABEL constitue déjà une révolution dans les pratiques. Espérons qu'on pourra bousculer encore un peu plus cette institution en charge de la coopération technique bilatérale afin qu'elle intègre directement nos partenaires comme « incontournables » dans la mise en œuvre d'une partie du portefeuille.

Terminons ce bref petit tour d'horizon, non exhaustif, de nos actions en 2021 en mentionnant que nous sommes bien entendu restés vigilants sur la situation des droits syndicaux et des autres droits humains en Colombie. En effet, face à une escalade de la violence policière et à une attitude de non-dialogue du gouvernement de I. Duque, les syndicats européens FGTB-avec le soutien de l'IFSI, Comisiones Obreras et UGT d'Espagne, FNV des Pays-Bas et la CGIL d'Italie ont organisé une tournée européenne pour la CUT-Colombie dans le courant du dernier trimestre. L'objectif : protester contre les lois toujours plus libérales du gouvernement de Duque et sa réponse toujours plus violente aux manifestations, exiger le respect des clauses des droits humains dans les accords commerciaux avec l'Union européenne et enfin, demander aux gouvernements européens et à l'Union européenne d'être observateurs lors des élections en Colombie. Organiser ce tour européen a été un tour de force compte tenu des conditions sanitaires dans chaque pays. En Belgique, la délégation colombienne a pu dresser un panorama des luttes syndicales lors de diverses rencontres dont une avec les parlementaires socialistes M. Ben Achour, C. Bonaventure et A. Flahaut. Cette rencontre a porté directement ses fruits puisqu'un amendement sur la condition de la femme a été ajouté au projet de loi porté par C. Lacroix concernant l'usage de la violence en Colombie. Retenons que dans toutes ces réunions présentes et virtuelles, le message que voulait passer la délégation syndicale de la CUT est passé et qu'un plan d'action émerge au niveau belge et européen.

Governance

Team ISVI

| | |
|-------------------|---|
| Rafael Lamas | Afgevaardigd bestuurder |
| Laurent Atsou | Coördinator |
| Tinny Boon | Assistent-boekhouder |
| Frederik Cappelle | Projectbeheerder Indonesië, Ivoorkust – M&E |
| Elise Craeghs | Projectbeheerder luik België |
| Els Decock | Administratief medewerker |
| Stefan De Grootte | Projectbeheerder Bénin, DRC – Continent Afrika |
| Yolanda Lamas | Projectbeheerder Colombia, Cuba, Peru – Continent Latijns-Amerika & de Caraïben |
| Vera Van Nuffelen | Projectbeheerder Kenia, Rwanda - Integriteit |

Bestuursorgaan

| | |
|---------------------------|--|
| Voorzitter | Thierry Bodson |
| Afgevaardigd bestuurder | Rafael Lamas |
| Secretaris-penningmeester | Vincent Van Uytven |
| Bestuurders | Christine Bartholomi - Selena Carbonero - Estelle Ceulemans - Caroline Copers - Jean-Marie De Baene - Raf De Weerd - Jean-François Tamellini - Miranda Ulens |

Algemene Vergadering

| | |
|---------------------------|---|
| Voorzitter | Thierry Bodson |
| Afgevaardigd bestuurder | Rafael Lamas |
| Secretaris-penningmeester | Vincent Van Uytven |
| Bestuurders | Christine Bartholomi - Jan-Piet Bauwens - Selena Carbonero - Estelle Ceulemans - Caroline Copers - Tangui Cornu - Jean-Marie De Baene - Myriam Delmee - Raf De Weerd - Geoffrey Goblet - Justine Hardy - Marc Lenders - Marc Loridan – Michel Meyer - Frank Moreels - Chris Reniers - Hillal Sor - Jean-François Tamellini - Miranda Ulens - Hendrik Van Poele - Koen Van Brabandt - Maurizio Vitullo |